



N° 14 | 2009

Les multiples visages des crises Janvier 2009

---

## "“The State We’re In” : le classement des revues par l’AERES"

sur Bouillaud's Weblog le 11.09.2008

*Christophe Bouillaud*

---

**Édition électronique :**

**URL :**

<https://cpp.numerev.com/articles/revue-14/414-the-state-we-re-in-le-classement-des-revues-par-l-aeres>

**DOI :** 10.34745/numerev\_205

**ISSN :** 1776-274X

**Date de publication :** 07/01/2009

Cette publication est **sous licence CC-BY-NC-ND** (Creative Commons 2.0 - Attribution - Pas d’Utilisation Commerciale - Pas de Modification).

---

Pour **citer cette publication** : Bouillaud, Ch. (2009). "“The State We’re In” : le classement des revues par l’AERES". *Cahiers de Psychologie Politique*, (14). [https://doi.org/https://doi.org/10.34745/numerev\\_205](https://doi.org/https://doi.org/10.34745/numerev_205)

## Mots-clefs :

---

Jean-Louis Briquet (par ailleurs une vieille connaissance que je salue bien amicalement s'il vient à me lire ici) en tant que Délégué scientifique adjoint Aeres pour la science politique, a fait passer sur la liste de l'ANCMSP le 5 septembre 2008 une anticipation du classement par l'AERES des revues de science politique et une explication des critères retenus pour opérer ce classement en A, B, et C. Ce classement des revues doit ensuite servir à évaluer pour chaque laboratoire et pour chaque individu son niveau d'*excellence*. Un laboratoire qui contient beaucoup de "publiants" (néologisme de la novlangue administrative) dans des revues de rang A sera bien évalué, et celui qui ne contiendrait que des "publiants" dans des revues de rang B et C serait condamné à terme. Au niveau individuel, cette grille devrait aussi déterminer là terme les carrières à venir de chacun. Les non-"publiants" ne sont eux même pas à évoquer : ils seront sans doute éradiqués comme les parasites qu'ils sont. D'après ce que dit Jean-Louis Briquet, pas plus de 25% des revues évaluées par l'Aeres dans chaque champ disciplinaire ne doit être classé en A.

Je voudrais d'abord réagir sur le principe même d'un classement établi des revues, des Universités, des personnes. Cette tendance existe depuis fort longtemps - après tout, un Jean-Jacques Rousseau n'a-t-il pas percé dans la vie intellectuelle de son temps grâce à des concours de ce genre? La remise de prix d'excellence est une banalité du monde académique depuis trois siècles au moins. Simplement nous sommes dans une phase ultérieure de "rationalisation" du classement. Nous y ajoutons en plus cette dose de cruauté qui semble venir du monde des entreprises : 25% des revues en A pas plus, cela m'a fait penser à ces notations du personnel dont la presse avait parlé il y a quelques années chez IBM qui entraînait une obligation pour les cadres de trouver parmi leurs subordonnés des faibles dont se débarasser. Il y a ainsi quelque chose aussi comme un jeu d'élimination (des "tournois successifs" comme disent joliment les économistes) qu'on organise ainsi, ou pour être plus populaire, un style de pensée semblable à celui du "Maillon faible". Il ne suffit pas d'être correct, il faut être dans les 25% des meilleurs, voire "le meilleur". Et il n'en restera qu'un. En réalité, nous sommes ici dans du pur Spencer, dans du "darwinisme social" appliqué à la science. Nous n'osons certes plus théoriser comme Spencer en son temps l'élimination pure et simple du plus faible, nous nous contentons de faire l'éloge de l'innovation socialement et économiquement utile à tous (en principe) apporté par le plus fort - avec le thème de l'*excellence* créatrice de richesses. Ce genre de classement casse donc bien sûr le mythe de la "communauté scientifique" pour bien mettre en lumière la "rat race" en cours en son sein à chaque instant. Dans le fond, cela veut dire que les principes moraux (le grand mot!) qui devraient mouvoir un scientifique ne sont pas différents de

celui d'un gestionnaire d'un fonds collectif de placement (une SICAV par exemple) : il faut être parmi les meilleurs en fonction d'une performance mesurable objectivement. Je pense qu'il peut y avoir là une contradiction forte avec la motivation première qui incite des jeunes à se lancer dans un doctorat en sciences humaines. Celle-ci me semble souvent fondé d'abord sur une interrogation personnelle sur un point de la réalité, et encore pire sur un goût (altruiste) de la transmission du savoir. Grâce à la mise en lumière de ces classements, par une agence comme l'Aeres, qui n'est que la version française d'un phénomène mondial, les jeunes doctorants sont désormais prévenus : il ne vous suffira pas d'être bon, ni même très bon comme vous l'êtes souvent, il vous faudra avoir un esprit de compétition digne d'un tennisman face au classement ATP. J'ajouterais une considération plus philosophique si l'on veut : je me demande comment le monde académique (en sciences sociales) peut-il concilier des pratiques darwiniennes en son sein avec une certaine tendance (kantienne) à faire l'éloge de l'égalité entre les hommes, ou à s'inquiéter (pour la société) de l'égal "respect" dû à chacun? Des sciences sociales régies par de tels principes internes de compétition peuvent-elles être qualifiées d'humanistes? Ne devraient-elles pas réhabiliter ce cher Spencer, et affirmer clairement l'inégalité naturelle entre les hommes?

Une fois rappelé tout ce doit à l'esprit du "darwinisme social" ce genre de classement, on peut aussi s'interroger sur ses effets à terme sur la production scientifique de notre discipline. Il devient évident qu'un jeune impétrant doit chercher à tout prix à publier dans une revue classée en A, doit accepter de publier faute de mieux dans une revue classée en B, et doit refuser comme une insulte et une perte de temps préjudiciable à sa carrière de publier dans une revue classée en C. (Significativement, Jean-Louis Briquet ne reproduit même pas la liste des revues classées en C dans son mail...) En dehors de la soumission aux puissances établies que cela implique, cela veut surtout dire qu'une approche vraiment innovante pourrait avoir quelques difficultés à s'imposer. En effet, un groupe de doctorants ou de jeunes docteurs qui s'apercevraient qu'ils ont quelque chose à dire qui n'est pas audible par les comités de lecture des revues classées en A n'auraient guère intérêt à publier dans les revues classées en B ou C, et encore moins dans une revue nouvelle qu'ils créeraient, puisqu'elle ne leur apporterait que peu de "points de vie" pour leur carrière. Bref, un tel classement fige la situation, sauf si on suppose que les comités de lecture des revues classées en A sont parfaitement ouverts aux innovations proposées par les jeunes. La situation n'est certes pas complètement figée, une revue peut monter en A ou une autre descendre en B ou C, mais le premier classement aura sans doute un fort effet d'hystérèse. (Je ne compte pas ici l'effet éventuel de découragement sur les comités de rédaction des revues classées en B ou en C, à leur sens injustement, face un revue classée en A). Il est bien sûr ironique que ce classement soit annoncé aux jeunes lecteurs de la liste de l'ANCMSP par un chercheur qui lui-même fut l'une des personnes clés de l'ouverture de la discipline à de nouvelles approches dans les années 1980-90 à travers la création de *Politix*.

Dernier point (à mon sens le moins important) : le choix des revues mises en A. La *RFSP* participe au premier rang, si j'ose dire "de droit". Il est facile de constater une

représentation significative de la “sociohistoire du politique” avec deux revues : *Politix* et *Genèse*. Comme le dit Jean-Louis Briquet, pour le reste, il s’agit essentiellement du choix de la revue “majeure” dans chaque sous-champ disciplinaire (*Critique internationale* pour les RI, *Raisons politiques* pour la théorie politique, *PMP* pour les politiques publiques). *Politique africaine* est classée en A pour des raisons liées à une autre discipline. Tous les relégués en B auront sans doute quelques raisons de se plaindre, et, franchement, l’écart de contenu entre ce qui est classé en A et en B ne me saute pas aux yeux si je raisonne article par article. Du point de vue de l’innovation, je doute par exemple que *PMP* soit vraiment une revue importante, elle est sans doute centrale par son réseau social, mais un article important en politiques publiques (cf. les bibliographies des manuels sur ce point) sera plutôt publié dans la *RFSP*. La distinction entre revues classées en A et en B (je ne connais pas celles classées en C) me paraît surtout statutaire, et elle ne traduit de fait que l’état actuel des luttes au sein des divers sous-champs qui structurent la discipline. On dispose là en effet une belle objectivation des luttes de classement comme dirait P. Bourdieu qui structurent le champ, mais pas d’une boussole fiable pour savoir où lire ce qu’il y aurait d’intéressant à lire si on est à l’affût d’une nouveauté significative. On pourrait enfin noter que cette objectivation souligne bien un écart entre la science politique française et la science politique internationale : de ce point de vue, *Politix* et *Genèse* devraient se trouver en B ou même C, et inversement la *RIPC* et peut-être *Pôle Sud* en A, et, si j’ose me moquer, *PMP* en D...On devrait aussi voir apparaître dans le classement les revues anglophones sur la France, étrangement absentes du classement. De toute façon, chacun aura son classement personnel en fonction de ses intérêts de recherche, de ses goûts éditoriaux, de ses croyances sur ce que doit apporter un article en science politique, de son histoire de publication (ou de non-publication) dans telle ou telle revue. Face à un tel classement, chacun est simplement ramené à sa place objective au sein du champ.

**Source**

:  
<http://bouillaud.wordpress.com/2008/09/11/the-state-were-in-le-classement-des-revues-par-laeres/>